

Venezuela : recueil de preuves contre la gestion de l'ancien Parlement



Caracas, 9 mars (RHC) La commission de l'Assemblée Nationale (Parlement) du Venezuela chargée d'enquêter sur les crimes contre le pays a récupéré jusqu'à aujourd'hui 19 gazettes de la législature précédente, bases pour la spoliation du patrimoine de l'État.

Le député Julio Garcia Zerpa, membre de la commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur les crimes contre la République, a indiqué que ces documents avaient servi de base à l'appropriation illégale d'entreprises et de biens vénézuéliens à l'étranger.

Dans des déclarations à Union Radio, le législateur a expliqué que la directive de l'ancienne Assemblée Nationale (2016-2021) a nommé des directives parallèles d'entités comme la Banque Centrale du

Venezuela (BCV), Pétroles du Venezuela (Pdvsa) et sa filiale aux Etats-Unis, Citgo.

Il a assuré que la commission a découvert chacun des réseaux, ainsi que les réseaux de financement et de soutien aux actions pour 'essayer de voler à la nation'.

Une fois les enquêtes terminées, un rapport politique sera remis au ministère public pour qu'il engage les poursuites judiciaires qui sont 'déjà en cours', a assuré le député García Zerpa.

La semaine précédente, le président de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur ces actions, José Brito, a demandé à l'Assemblée nationale de faire comparaître plusieurs anciens députés et hommes politiques accusés de corruption.

En présentant un avis préliminaire du travail de la commission, le député Brito a indiqué que ces représentants de la droite ont encouragé l'application de mesures coercitives unilatérales, avec une dramatique diminution des revenus de la nation.

Il a souligné que ce groupe politique a usurpé des fonctions dans l'ordre économique en désignant parallèlement des dirigeants qui ont compromis le flux de devises et causé des dommages patrimoniaux, sous la prétendue autorité d'un gouvernement intérimaire reconnu par les États-Unis.

Le 23 janvier 2019, le député Juan Guaidó s'est autoproclamé président en charge du Venezuela, avec le soutien immédiat de l'administration américaine de Donald Trump et de ses alliés internationaux.

Cet acte d'usurpation, perçu à Caracas comme une tentative de coup d'État, a ouvert la porte au blocus et à la dépossession de milliards de dollars de biens et d'avoirs de l'État vénézuélien à l'étranger.

(Source :Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/250047-venezuela-recueil-de-preuves-contre-la-gestion-de-lancien-parlement>



Radio Habana Cuba